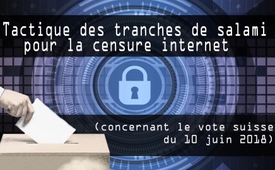
[](https://www.kla.tv/12554)

Tactique des tranches de salami pour la censure internet (concernant le vote suisse du 10 juin 2018)

**À une époque où les médias de masse sont manifestement tous synchronisés, un Internet libre et non censuré semble être un caillou dans la chaussure des tireurs de ficelles de l’élite politique en arrière-plan. Des contre-mesures sont déjà en cours, par exemple par le biais de la loi sur les réseaux sociaux, adoptée en Allemagne en 2017.**

À une époque où les médias de masse sont manifestement tous synchronisés, un Internet libre et non censuré semble être un caillou dans la chaussure des tireurs de ficelles de l’élite politique en arrière-plan. Des contre-mesures sont déjà en cours, par exemple par le biais de la loi sur les réseaux sociaux, adoptée en Allemagne en 2017. Les grands médias sociaux, tels que Facebook et autres, sont obligés de supprimer immédiatement les messages signalés par les agences de surveillance – au risque de devoir payer des amendes de plusieurs millions. En Angleterre, il est même question de punir les visiteurs de sites Web que l'État qualifie de propagandistes et d'extrêmes avec une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans d'emprisonnement. En Suisse, la censure sur Internet doit être inscrite pour la première fois dans la loi révisée sur les jeux d'argent, qui sera soumise en référendum le 10 juin 2018.   
A l'origine, cette loi visait à améliorer la protection des joueurs, la protection contre le blanchiment d'argent et contre la concurrence déloyale. Le Parlement a maintenant décidé que seuls les casinos suisses peuvent proposer leurs jeux en ligne. Les fournisseurs de casinos en ligne étrangers sont bloqués à partir d'Internet et ne sont plus accessibles depuis la Suisse.  
Ici, nous devons dresser l’oreille. Car avec l'introduction des fermetures de réseaux, le Parlement suisse crée un dangereux précédent qui ouvre la porte à d'autres interférences dans la liberté d'Internet. Selon la tactique des tranches de salami, cela pourrait bien créer un précédent menaçant d’exclure d'Internet toute concurrence indésirable, dans quelque domaine que ce soit. Cela revient à une intervention dans la liberté des affaires et de l'information qu'il ne faut pas sous-estimer. Quiconque ne veut pas créer un précédent pour la censure sur Internet mettra donc un « NON » dans l'urne le 10 juin lorsqu'on lui demandera si la nouvelle loi sur les jeux d'argent devrait être adoptée.

**de avr./bub.**

**Sources:**

BRISANT, der aktuelle Freitags-Kommentar der «Schweizerzeit», 17.11.2017, [www.schweizerzeit.ch](https://www.schweizerzeit.ch)

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Suisse - [www.kla.tv/Suisse](https://www.kla.tv/Suisse)  
  
#CensureUE - Les lois sur la censure menacent la diversité des opinions - [www.kla.tv/CensureUE](https://www.kla.tv/CensureUE)

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.